

On apprend sur le site vmc.camp que le « village » est situé sur un terrain privé « appartenant à des personnes solidaires de la lutte contre le Cigeo (Centre industriel de stockage géologique) », comment accéder à la zone (les gares les plus proches étant celles de Joinville, à 17 km, ou celle de Saint-Dizier, à 40 km), la présence d'une « équipe médicale et juridique » et que les organisateurs ne prendront en charge « ni la vente d'alcool, ni la mise en place d'une scène de concerts ».

D'après le [programme « officiel »](#), les premiers jours du mois d'août seront consacrés au montage :

« Le camp est un espace autogéré qui repose sur l'implication de chacun-e dans les tâches courantes. Venir à ce camp, c'est participer à son fonctionnement ».

[Durant toute la semaine de mobilisation, une assemblée générale quotidienne est prévue](#), des repas seront assurés par des cantines (« [véganes](#) » et végétariennes) le midi et le soir (à prix libre), et il y aura même une partie du campement qui sera « non-mixte ». Des dizaines de discussions thématiques sont prévues toute la semaine : « Retour sur les mobilisations internationales », « [Calais Migrants Solidarity](#) et le réseau No Border », « Réunion internationale pour organiser la [COP 21](#) », « Regards croisés sur les luttes NDDL et du [NO-TAV](#) », etc.

Une importante capacité de mobilisation

Les relais militants qui peuvent donner de l'ampleur à cette mobilisation sont nombreux, à commencer par l'activation des réseaux disséminés dans toute la France et construits depuis trois ans autour des [comités de soutien à la mobilisation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes](#) (dont celui d'Alsace, très impliqué dans la mobilisation contre le Cigéo).

Viennent ensuite les organisations écologistes anti-nucléaires dites « classiques » (comme les membres du [réseau Sortir du Nucléaire](#)), dont il ne faut pas négliger les capacités de mobilisation car il s'agit pour la plupart de structures anciennes et bien structurées en Alsace. Elles ont organisé avec succès de nombreuses manifestations et actions contre [la centrale nucléaire de Fessenheim \(notamment à Colmar\)](#), la plupart du temps en coordination avec leurs équivalents allemands.

Sans parler des organisations comme [Greenpeace](#) ou ceux qui s'opposent depuis longtemps au passage des « [Trains castor](#) » contenant des déchets nucléaires, en France comme en Allemagne. Ces organisations sont capables de mobiliser à elles seules plusieurs milliers de manifestants dans le grand Est.



Vue globale du site de Bure (Source : vmc.camp)

Mais c'est totalement passionnant de savoir, bout à bout, que :

- c'est un terrain privé
- qui accueillera une équipe médicale et juridique
- mais qu'il ne prendra pas en charge d'alcool ou de concerts.

Un bon gros méli-mélo sans queue et surtout pas de tête.

Heureux le lectorat qui saura se situer dans ce listing non exhaustif de discussions qui peine à résumer 6 jours entiers de discussions.

Nous sommes surpris d'apprendre que nos amis alsaciens se dissimulaient depuis des mois parmi nous. On ne se méfie jamais assez des alsaciens infiltrés. On se demande pourquoi on parle d'Alsace alors que Bure est en Lorraine; ah oui, c'est vrai qu'Alsace-Lorraine ça n'a toujours fait qu'un pour certains ... ce n'est qu'un détail historique après tout, comme dirait l'autre !

Incroyable comme notre ami est renseigné sur les réseaux alsaciens décidément. La Meuse est un département lorrain ! Bure est située à la croisée de la Haute-Marne (Champagne-Ardenne), de la Meuse et des Vosges. Fessenheim c'est un peu plus loin ...

Greenpeace ? Aucun militant d'organisation n'est présent en tant que tel dans notre initiative et aucun militant de Greenpeace a fortiori. Ça sent la spéculation journalistique par ici ! Tout ce qui est vert et antinucléaire ne fait pas partie ou ne mobilise pas pour VMC ...

Et si on mettait une image qui n'a rien à voir avec ce qui écrit au-dessus pour mettre de la couleur et allonger le texte pour le rendre un peu moins creux !

Sur place, le collectif « [Bure : Stop !](#) », qui s'est aussi appelé « Bure Zone Libre (BZL) », « né des collectifs qui regroupent l'ensemble des associations opposées à l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure », a été fondé en 2004. « Il a pour objectif d'acheter et d'animer un lieu de résistance autour du territoire de l'[Andra](#) (Agence nationale pour la gestion de déchets radioactifs) ». L'association BZL, présente sur le terrain depuis dix ans, aurait compté plus de 350 adhérents dès 2008.

Des similitudes opérationnelles entre Bure et Notre-Dame-des-Landes

Il y a de nombreuses similitudes entre Bure et Notre-Dame-des-Landes : la répartition des rôles à Bure et celle des collectifs et des associations à Notre-Dame-des-Landes, par exemple. « Bure : Stop ! » tient un rôle similaire à celui de l'association « [Acipa](#) » en agissant principalement sur le terrain juridique et administratif depuis de nombreuses années.

De son côté, le « [Collectif VMC](#) » reprend le rôle des zadistes en organisant l'occupation et la « défense » physique du territoire. Dans les deux cas, une partie de la population locale soutient la mobilisation et les militants, ce qui va compliquer la gestion de la situation par les forces de l'ordre.



Vue du CIGEO, du camp et du village de Bure (Source : vmc.camp)

Le but de ces dix journées d'occupation du terrain semble être de mettre en place les conditions d'une occupation durable et d'en renforcer au maximum la défense, si d'autres campements satellites ne sont pas construits. Ces constructions demandent beaucoup de main d'œuvre mais à [Notre-Dame-des-Landes, plusieurs milliers de personnes ont érigé un petit village en moins d'une après-midi](#). L'occupation de Bure doit durer 10 jours de plus.

Et encore une information erronée ! BZL est l'association de gestion de la Maison de la résistance à Bure tandis que le collectif Bure-stop réunit des individus en lutte contre le projet CIGÉO et partie-prenante ou non d'autres associations locales.

Et ça continue de plus belle ! Comparer l'ACIPA et Bure-Stop c'est méconnaître tout l'horizon complexe des autres entités en lutte sur la Haute-Marne et la Meuse (EODRA, ASODEDRA, Mirabel-environnement, CEDRA, La Graine, etc.). On comprend l'envie de l'auteur d'y voir un second NDDL mais on ne force pas une sphère dans un moule cubique juste parce qu'on voudrait que ça soit comme ça. Il faut savoir se défaire de ses a priori.

Il ne manquait que les zadistes au tableau pour parfaire la mise en scène. Qui a parlé qu'on organiserait une défense ou une occupation de territoire quand le projet est si vaste qu'il faudrait occuper tout le sud du département pour pouvoir s'opposer physiquement à son implantation (déjà bien avancée au demeurant). Au passage, nous sommes sincèrement désolés de "compliquer" l'ordre des choses qui serait "la gestion de la situation par les forces de l'ordre". Avant même le début du campement nous sommes déjà une situation à gérer pour les forces de l'ordre, à moins que ce soit le projet d'enfouissement qui en soit une.

Un journaliste qui lit dans nos pensées tant et si bien qu'il sait mieux que nous ce que nous voudrions créer ! Plus sérieusement, ce dernier paragraphe est le couronnement de la plaisanterie : ce n'est même plus une ZAD que nous projeterions mais plusieurs, sur des terrains satellites (imaginaires puisque l'ANDRA possède bientôt tous les terrains, quand ce n'est pas la SAFER qui les préempte pour elle). Et si à 40000 nous avons construit 3 cabanes en bois dans la forêt de NDDL en 1 journée, qui sait ce que nous pourrions faire à 1500 en dix jours sur 7 hectares (dont chaque m2 risque d'être empli par le campement) ? Demandez à Gaspard Glanz, son pouvoir de médium devrait vous offrir la réponse. **Pour notre part, nous allons déjà nous contenter de nous voir 10 jours et voir ensemble quelles sont les perspectives de lutte que nous pourrions envisager à Bure et ailleurs, collectivement, dans les temps à venir.**